

Les pertes d'emploi dans le privé s'accroissent

Au 3^e trimestre 2016, 89 400 salariés ont été déclarés par leurs employeurs, soit 2 310 de moins qu'à la même période en 2015. Cette baisse du volume global d'emploi salarié ne s'est cependant pas faite brutalement au cours du trimestre écoulé. En effet, depuis mi 2015, la création d'emploi est en panne et le recul de l'emploi salarié se creuse un peu plus chaque trimestre, annulant une part importante des emplois créés au cours des dernières années. L'emploi salarié retrouve ce trimestre un niveau comparable à celui de 2011 à la même période. Un recours accru à des mesures de chômage partiel limite les pertes d'emploi.

Ce trimestre, la plupart des secteurs d'activité enregistrent des pertes d'emploi par rapport au 3^e trimestre 2015. Mais les services et l'industrie sont les plus touchés. Sur le marché du travail, les offres d'emploi se replient aussi et le nombre de demandeurs d'emploi progresse sur cette même période. Dans ce contexte, le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, en lien avec les trois provinces, a annoncé mi-septembre 2016 la mise en œuvre de mesures visant à soutenir l'emploi, à travers un "Plan d'Urgence Local de Soutien à l'Emploi" (PULSE).

Le secteur privé sévèrement touché

Au 3^e trimestre 2016, le **secteur privé** déclare 2 630 salariés de moins qu'au 3^e trimestre 2015 (-4 %). Depuis un an, la perte d'emploi dans le secteur privé s'accroît un peu plus chaque trimestre (-340 emplois en glissement annuel au 3^e trimestre 2015 ; -960 emplois au 4^e trimestre ; -1 610 au 1^{er} trimestre 2016 et -2 230 au 2^e trimestre 2016).

A ces réductions d'effectifs, s'ajoute un recours accru à des mesures de **chômage partiel** : sept fois plus de salariés qu'au 3^e trimestre 2015 ont ainsi été indemnisés ce trimestre, pour quatre fois plus d'heures. Ces mesures permettent aux entreprises de réduire temporairement la durée de travail hebdomadaire de certains de leurs salariés et d'éviter ainsi des licenciements économiques.

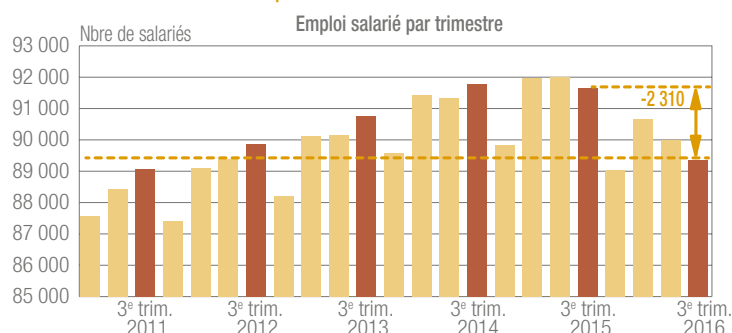
Conséquence directe de ces réductions d'effectifs, le nombre de personnes indemnisées au **chômage total** augmente de 12 % par rap-

port au 3^e trimestre de l'année précédente. Les suppressions d'emplois font suite plus fréquemment à des non-renouvellements de CDD ou non-remplacements de départs (retraite, démission), plutôt qu'à des licenciements économiques dont le nombre diminue ce trimestre (-12 % en glissement annuel). Toutefois, les industries manufacturières et les activités en lien avec l'eau et l'assainissement optent aussi désormais pour des mesures de licenciements économiques qui touchaient essentiellement les secteurs de la construction ou du commerce depuis un an et demi.

Le secteur des services est le plus sévèrement touché.

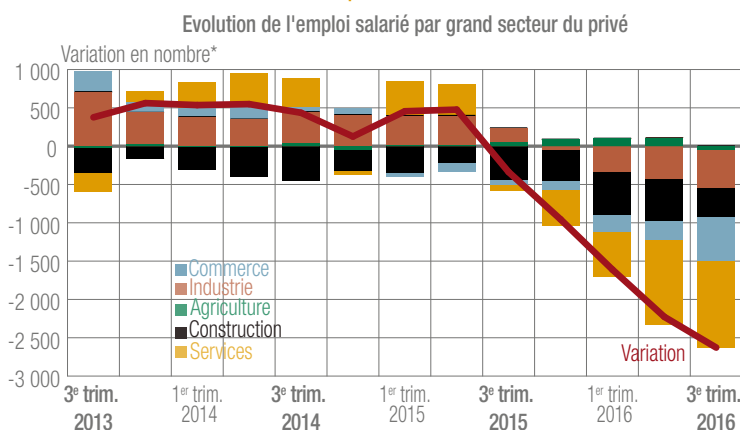
Seule note encourageante dans ce contexte morose, l'indicateur du climat des affaires, issu de l'enquête d'opinion réalisée par l'IEOM auprès des chefs d'entreprises, remonte progressivement après avoir atteint son point le plus bas en début d'année. Il reste toutefois inférieur de trois points à son niveau de septembre 2015.

Retour au niveau d'emploi du 3^e trimestre 2011



Note explicative : Au 3^e trimestre 2016, 89 360 salariés ont été déclarés par leurs employeurs, soit 2 310 emplois de moins qu'à la même période en 2015.
Données provisoires
Sources : ISEE, CAFAT

Le secteur des services est le plus touché



*En glissement annuel
Données provisoires
Sources : ISEE, CAFAT

Les services sont les plus pénalisés

Toutes activités confondues, les activités de services (y compris commerce) perdent 1 710 salariés par rapport au 3^e trimestre 2015. La baisse amorcée en 2015 s'accroît un peu plus chaque trimestre. Les suppressions d'emploi dans ce secteur touchent prioritairement les activités de services administratifs et de soutien (-745 emplois sur un an) et le commerce (-580 salariés). Dans le premier cas, la baisse des emplois, amorcée depuis plus d'un an, s'accroît sensiblement. Ainsi, 745 emplois de services administratifs ont été supprimés par rapport au 3^e trimestre 2015, contre -450 emplois en glissement annuel au 2^e trimestre 2016 et -160 au 1^{er} trimestre 2016. Les pertes concernent principalement les activités des agences de travail temporaire et celles relatives à la sécurité privée. Dans le commerce, les réductions d'effectifs cumulées depuis début 2015 ont été doublées ce trimestre (580 salariés de moins en glissement annuel, contre -250 au 2^e trimestre 2016) et touchent plus particulièrement le commerce de détail.

D'autres activités de service déclarent également moins de salariés qu'au 3^e trimestre 2015, toutefois ce résultat traduit des suppressions d'emplois intervenues au cours des trimestres précédents, sans aggravation ce trimestre. C'est notamment le cas des secteurs de l'hébergement et de la restauration (-370 emplois en glissement annuel) et du transport et de l'entreposage (-150 salariés par rapport au 3^e trimestre 2015).

Seul le secteur de la santé et de l'action sociale affiche toujours un solde d'emplois positif par rapport au 3^e trimestre 2015. Toutefois, la dynamique de création de postes liée à l'ouverture du Médipôle et aux services associés touche désormais à sa fin.

L'industrie est également touchée, tandis que dans la construction des signes d'espoir apparaissent

Les secteurs de l'industrie et de la construction déclarent moins de salariés qu'à la même période en 2015 (respectivement - 500 et - 370).

Dans l'industrie, les pertes d'emplois s'accroissent encore (80 suppressions de plus qu'au 2^e trimestre), principalement dans

■ Emploi salarié du privé* par principaux secteurs d'activité

	3 ^e trimestre		Variation	
	2015	2016	Nbre	%
Agriculture	1 739	1 690	-49	-2,8
Industrie (y compris KNS)**	14 400	13 903	-497	-3,4
Industries extractives	1 843	1 727	-116	-6,3
Industrie manufacturière	10 939	10 553	-386	-3,5
Production et distribution d'eau, d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	1 618	1 624	6	0,3
Construction (hors KNS)**	6 951	6 584	-368	-5,3
Commerce	10 296	9 712	-584	-5,7
Services	32 088	30 958	-1 130	-3,5
Transports et entreposage	3 988	3 842	-146	-3,7
Hébergement et restauration	4 392	4 026	-366	-8,3
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	2 338	2 339	1	0,0
Activités de services administratifs et de soutien	5 143	4 398	-745	-14,5
Santé humaine et action sociale	3 147	3 203	56	1,8
Services domestiques	2 914	2 831	-83	-2,9
Autres	10 166	10 319	153	1,5
Total	65 475	62 847	-2 628	-4,0

* Hors militaires, stagiaires et régimes d'aide à l'emploi.
 ** Les effectifs de KNS SAS enregistrés dans le secteur Construction ont ici été réaffectés au secteur Industries manufacturières.
 Données provisoires
 Sources : ISEE, CAFAT

l'industrie manufacturière, tandis qu'elles sont moins nombreuses qu'au trimestre précédent dans les industries extractives. Les suppressions d'emploi se sont principalement concentrées au cours des trimestres précédents dans la métallurgie pour les opérateurs métallurgiques et dans l'installation de machines et équipements mécaniques pour le Médipôle. Au 3^e trimestre, elles concernent aussi l'industrie alimentaire, en particulier celle spécialisée dans la transformation et conservation de produits de la mer.

Dans la construction, si le solde d'emplois reste négatif par rapport au 3^e trimestre 2015, les pertes d'emplois se réduisent toutefois progressivement après avoir culminé en début d'année (-370 emplois en glissement annuel au 3^e trimestre, contre -544 au 2^e trimestre et -570 au 1^{er} trimestre).

L'agriculture perd quelques emplois ce trimestre (-50 en glissement annuel, soit -3 %) alors qu'elle en créait depuis 2015. Cette baisse concerne en particulier la culture de légumes et de céréales, mais aussi la sylviculture et l'exploitation forestière.

Le secteur public crée des emplois

Contrairement au secteur privé, le secteur public continue de créer des emplois (+320 salariés par rapport au 3^e trimestre 2015). La hausse est portée depuis le 1^{er} trimestre 2016 par les fonctionnaires territoriaux (+150 emplois en glissement an-

nel). Au 3^e trimestre, elle résulte aussi de l'embauche de contractuels (+130 salariés en glissement annuel), qui se renforce par rapport aux trimestres précédents (+80 au 2^e trimestre et +20 au 1^{er} trimestre).

Le marché du travail reste dégradé

Au 3^e trimestre 2016, le nombre d'employeurs recule : ils sont 510 de moins qu'à la même période en 2015. Tous les secteurs d'activité sont concernés par ce repli, en particulier et sans surprise les employeurs de personnel de maison, et ceux des secteurs du commerce, de l'hébergement et de la restauration, de la construction et des activités de services administratifs et de soutien.

Le nombre moyen de nouvelles offres déposées chaque mois auprès des services provinciaux de placement recule de 3 % en glissement annuel. En parallèle, le nombre moyen de demandeurs d'emploi en fin de mois continue de progresser ce trimestre (+12 % par rapport au 3^e trimestre 2015, soit 820 individus de plus), après +10 % le trimestre précédent. La province Sud est particulièrement affectée (+760 demandeurs). Les demandeurs d'emploi sont prioritairement intéressés par les métiers de services à la personne et à la collectivité, construction, support à l'entreprise, transport et logistique et commerce ; c'est dans ces mêmes secteurs que le nombre de demandeurs d'emploi progresse sur un an.



■ Chiffres clés de l'emploi

	3 ^e trimestre		Variation (%)
	2015	2016	
Effectifs salariés (nombre au 30 septembre)			
Total	91 663	89 355	-2,5
dont secteur privé	65 475	62 847	-4,0
dont secteur public	26 187	26 508	1,2
Effectifs employeurs (nombre au 30 septembre)			
Total	11 818	11 304	-4,3
Marché du travail (nombre mensuel moyen)			
Nouveaux demandeurs d'emploi	434	416	-4,1
Demandeurs d'emploi en fin de mois	7 067	7 887	11,6
Nouvelles offres d'emploi	591	573	-3,0
Offres d'emploi actives en fin de mois	1 649	1 494	-9,4
Entreprises (nombre)			
Créations au cours du trimestre	1 176	1 087	-7,6
Radiations au cours du trimestre	798	668	-16,3
Stock en fin de trimestre (entreprises du secteur marchand)	35 844	37 174	3,7
dont entreprises individuelles	22 932	23 711	3,4
Indice de climat des affaires	87,1	84,1	///
Intérim (nombre mensuel moyen)			
Salariés (équivalents temps plein)	886	nd	///
Entreprises utilisatrices	452	nd	///
Licenciements économiques (cumul)			
Salariés licenciés au cours du trimestre	101	89	-11,9
Entreprises concernées	17	22	29,4
Chômage (hors chômage partiel) (nombre mensuel moyen)			
Chômeurs indemnisés	2 333	2 606	11,7
Jours indemnisés	67 705	74 938	10,7
Chômage partiel (cumul)			
Nombre d'heures indemnisées	4 059	15 985	293,8

Sources : ISEE, CAFAT, DTE, IDCNC, IEOM

Unités : nombre, %.

